

BRÈVES DE CAMPAGNES

• **Zéro ! Zéro** réunion publique organisée en 6 ans de mandat, c'est la conception du rapport entre l'élu et les électeurs de la candidate sortante du Parti communiste français (PCF). Mea culpa dans la proposition d'un de ses tracts : la création d'un Conseil de Canton. C'est fou de voir comment l'approche des élections fait découvrir les mérites de la démocratie locale...

• **Pas répréhensible ?** Le 12 février, une trentaine de riverains s'est réunie à l'École maternelle Marcelin-Berthelot pour trouver des solutions favorisant le retour au calme dans leur quartier. Ni représentants de la police, de la justice, du service municipal de la jeunesse, d'associations de prévention... ni même de la Montreuilloise d'Habitation pourtant bailleur de l'immeuble 12-14-16 rue de la Fédération, cœur du problème. Face à des habitants, excédés par une inaction de plusieurs années, les représentants municipaux ont, quant à eux, montré une totale impuissance. A propos des problèmes précis de nuisance quasi quotidienne, le responsable du service Prévention et Sécurité de la Ville s'est distingué en lâchant « tout cela n'est pas bien grave, voire même pas répréhensible... ». On aimerait que le Conseil Général apporte un concours plus important pour les associations de prévention spécialisée : 3 éducateurs de rue pour tout le Bas-Montreuil, c'est un peu juste... surtout quand un seul des 3 postes est aujourd'hui pourvu.

Vos questions à Manuel Martinez

Les sujets abordés lors de rencontres publiques, d'appartements ou simplement lors d'échanges sur les marchés et devant les écoles, ainsi que par vos contacts téléphoniques et mail reflètent parfaitement les sujets d'une vie quotidienne, simple et heureuse, que chacun veut préserver et développer.

En tant qu'élu, j'agirai avec vous pour que ce soit le cas.

Manuel Martinez

De grands immeubles de bureaux cassent des vieilles rues, mais il n'y a pas de réflexion du même effort pour nos maisons et nos logements.



M.M. : Le Bas-Montreuil est une sorte de village où la vie est agréable car les gens se croisent, se connaissent dans un environnement à mesure humaine. Si une rénovation importante est nécessaire pour améliorer nombre de petites maisons et d'immeubles de très mauvaise qualité, elle doit être maîtrisée. Notamment en s'intégrant dans l'urbanisme existant. Or les grandes surfaces d'immeubles de bureaux qui n'apportent aucune vie et chassent un artisanat qui ne demande qu'à se développer sont en train de dévitaliser certains sites. Il est encore temps pour rétablir l'équilibre, mais il faut faire vite.

Je veux avant tout, voter Français, voter pour la France. On ne décide de plus rien en France. Nous sommes des oubliés par des politiques qui nous délaissent.



M.M. : Voter pour la France, c'est d'abord voter pour des idées qui respectent la République. Voter pour le Front national, par exemple, c'est voter contre les valeurs et l'histoire française construites sur la solidarité et l'ouverture fraternelle sur le monde. Les pauvres et les « délaissés » n'ont pas de couleur de peau particulière. Les grandes idéologies du « Y'a qu'à » et « Faut qu'on » ont fait faillite car elles plaçaient l'homme à l'arrière-plan. Les grands systèmes, politiques et technocratiques, ont provoqué ce sentiment de délaissement, ont creusé le fossé entre les élus du peuple et le citoyen. Pour changer, il faut d'abord voter et ne pas s'abstenir. Si vous votez pour le parti socialiste, vous êtes certain de voter pour une vision humaniste du monde, pour de véritables défenseurs de la démocratie. En France et dans le monde.

Le Parti socialiste, pas plus que les autres, ne peut agir contre la montée du chômage..



M.M. : La droite, avec son écrasante majorité et ses propos façon « donneur de leçons » sur le chômage, a provoqué une forte hausse du chômage. Un résultat contraire aux promesses et à l'action passée des socialistes au gouvernement. Les emplois jeunes, les concertations négociées dans les entreprises sur les 35 heures, la loi contre les licenciements abusifs, le maintien à un haut niveau du service public ont aidé l'emploi. L'enjeu actuel est de créer des emplois qualifiés et stables, d'où — entre autres exemples — les propositions des socialistes pour une formation tout au long de la vie, la création — sur la Région — de 10 000 emplois jeunes dans les associations, les transports et les lycées, des subventions pour la transmission et la création d'entreprise et l'injection de 30 millions d'euros pour l'économie sociale et solidaire.



Votez aux Cantonales du **21** mars 2004

Manuel Martinez

L'ENJEU DES ÉLECTIONS

En premier lieu, il s'agit de faire entendre sa voix. Il n'est pas vrai que les électeurs qui ont voté Jacques Chirac pour agir contre les idées haineuses du Front national souhaitent la politique libérale actuelle.



Aujourd'hui, la différence entre une politique de gauche et une politique libérale est nette. Le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin détruit, lentement mais sûrement, toutes les avancées sociales de la gauche, mais aussi des acquis de la Libération, comme c'est le cas avec les projets de réforme sur la Sécurité sociale.

Retraite, contrats à durée déterminée, etc., il n'y a pas une mesure qui ne soit dictée par le baron Ernest-Antoine Seillière, dirigeant du Medef, le syndicat du patronat. Toutes accablent les plus modestes... mais aident ses amis.

Vous pouvez dire, avec votre vote « Cela suffit, ne cassez pas la France ».

En second lieu, votre vote sera constructif. Le rôle du Parti socialiste, de la gauche, celui de ma candidature, c'est de proposer, objectivement, des réels moyens de changements concrets, efficaces et possibles. Les élections départementales et régionales, grâce à la décentralisation qui leur donne des compétences sur l'emploi, la formation, les transports publics, l'environnement, peuvent limiter les actions d'un Etat démissionnant sur ses missions sociales et de service public et ouvrir des perspectives de changement plus importantes.

Le vote est un moyen efficace d'aller jusqu'au bout de ses idées. Voter, c'est la certitude de ne pas regretter d'avoir manqué un moment important de la gestion de la cité, de la République.

A lors, le 21 mars prochain, je compte sur vous, vous pouvez compter sur moi.

Manuel Martinez

La Solidarité selon Raffarin La preuve par l'APA

C'est un fait : nous vivons de plus en plus vieux. L'allongement de l'espérance de vie crée des besoins nouveaux et la couverture du risque liée à la dépendance en est un. En France, 800 000 personnes bénéficient de l'Allocation Personnalisée Autonomie (APA). 36 112 en Ile-de-France et plus de 15 000 en Seine-Saint-Denis. On mesure son succès si on se souvient qu'elles n'étaient que 4 000 au 1er janvier 2001.

Un droit universel, celui d'une prise en charge en cas de perte d'autonomie, a été reconnu avec la création de l'Allocation Personnalisée Autonomie. Cette décision, qui était une première, s'est avérée si nécessaire que les demandes ont rapidement été plus importantes et rapides que prévu. ...

Réunion Publique

ANNE HIDALGO À MONTREUIL



Politique culturelle et situation des intermittents du spectacle
10 mars - 18 h 30
École Voltaire, 1, rue Paul Éluard

Anne Hidalgo, Première adjointe de Bertrand Delanoë, Secrétaire nationale du Parti Socialiste chargée de la culture.



Nom _____ Prénom _____ E-mail _____

Adresse _____ Téléphone _____

Je rejoins le comité de soutien de Manuel Martinez. J'accepte que mon nom soit publié : oui non

Je joins un chèque de _____ euros à l'ordre de M. Daniel Bailly, mandataire financier de Manuel Martinez (un reçu fiscal ouvrant droit à réduction d'impôt vous sera délivré). Signature _____

À renvoyer à : PS 36 rue Girard BP 201 93100 Montreuil.

Ce constat aurait dû alerter plus encore les pouvoirs publics sur les véritables besoins.

Or, tout au contraire, le gouvernement Raffarin n'a trouvé rien de mieux que d'attaquer cette réforme... et, fait incroyable, d'en diminuer les crédits. Une ponction directe de 400 millions d'euros qualifiée, selon le langage à la mode à Matignon, d'économies. Si l'on ajoute la baisse des crédits destinés à la médicalisation des maisons de retraite, au bas mot plus de 100 millions d'euros dès mars 2003, on mesure l'écart existant entre la pensée réformatrice du gouvernement et la réalité. Plus qu'un écart, un véritable gouffre éclairé par le drame de la canicule de l'été dernier dont un rapport récent confirme que les 15 000 décès sont absolument

une surmortalité de personnes qui seraient encore avec nous si elles avaient eu une médicalisation décente en maisons de retraites comme à l'hôpital. Les insuffisances de notre système sanitaire ne font que

confirmer la priorité qui doit être accordée à l'aide aux personnes âgées, une aide que je m'engage à développer comme les élus socialistes au Conseil général n'ont cessé de le proposer.

APA Les chiffres qui accablent le gouvernement

- 12 % Vous avez dit transfert de charges ?

AVEC LA GAUCHE

33 %. Participation de l'Etat au coût total de l'APA en Seine-Saint-Denis.

AVEC RAFFARIN

21 %. Participation de l'Etat au coût total de l'APA en Seine-Saint-Denis.

- 16 % Vous avez dit solidarité ?

AVEC LA GAUCHE

57 % des bénéficiaires de l'APA en Seine-Saint-Denis avaient une prise en charge totale.

AVEC RAFFARIN

41 % seulement des bénéficiaires de l'APA en Seine-Saint-Denis ont une prise en charge totale.

Accueil de la petite enfance Un besoin criant

Dans notre canton, malgré une crèche départementale (Voltaire), une seconde municipale (Eglantine), une troisième familiale (Bambino), Turbul, la halte garderie du Petit Montreuillois, de Pablo Picasso, la future structure d'accueil de la maison de quartier du bas-Montreuil, les demandes dépassent très largement les places disponibles.

Paradoxalement, l'utilisation des modes de garde alternatifs à ces structures collectives est de loin la moins importante en Seine-Saint-Denis de toute la région francilienne. Les familles se trouvent donc confrontées à des situations difficiles et pas toujours stables. La solution d'un jour ou d'un mois n'est que rarement celle d'une année. Le besoin

est si criant, qu'il devient urgent de développer d'autres modes de garde tels que les crèches familiales et le recours aux assistantes maternelles. Il se pose alors, naturellement, la question de leur indispensable formation.

Enfin, dans notre canton où vivent de nombreux intermittents du spectacle ou artistes aux horaires souvent non conventionnels, la question de l'adaptation des conditions d'accueil aux nouveaux besoins de familles doit être clairement posée. Je m'y engage.

Développement économique ou désert ?

Des grandes entreprises arrivent à Montreuil, mais on devrait dire... se posent. En effet les opérations d'accueil de bureaux réalisées ces dernières années ont été conçues et ne jouent pour l'instant qu'un rôle d'ordre financier. La tentative de colmatage partiel de l'entassement de la ville, afin de récolter les fruits d'une taxe profession-



nelle condamnée à mort par Jacques Chirac dès l'année prochaine, n'est pas une bonne solution financière, et surtout pas urbanistique. De cette manière se créent ainsi malheureusement des véritables déserts humains (Rue de Lagny, Cuvier, Valmy). Après les banlieues dortoirs, risque donc de s'ouvrir, avec de telles pratiques, l'ère des banlieues bureaux. Sans vie. Or, à Montreuil, si proche de Paris, si riche de valeurs humaines, d'histoire et de métiers artisanaux, c'est la permanente revitalisation d'un tissu social et économique qui doit être recherchée. Pour mieux vivre ensemble, ce qui est un atout fort de notre canton.

Aide aux handicapés Améliorer les dispositifs

Au niveau Européen, la France est en retard sur les mesures d'aides apportées aux handicapés. Une politique de décentralisation, attentive aux problèmes de proximité peut agir. Les élus socialistes s'y sont employés au Conseil général et ils ont la volonté d'avancer plus encore.

L'aide aux personnes handicapées a nourri souvent les échanges des conseillers généraux à l'Assemblée départementale. En 2003, sous l'impulsion de Pascal Popelin, Vice-président Socialiste du Conseil Général, le département a mis en place une aide à l'appareillage. Le dispositif complète efficacement le financement de la Sécurité Sociale, des mutuelles ou compagnies d'assurances. Effort non négligeable

quand on sait que le coût d'un fauteuil roulant électrique peut atteindre la somme de 15 à 20 000 euros.

A Montreuil, le département est intervenu pour participer au financement d'un centre d'accueil d'adultes atteints d'autisme. Ce centre sera d'ailleurs une première au niveau de l'ensemble de la région. Enfin, malgré des premières actions, il reste beaucoup à faire afin d'améliorer le transport spécialisé des personnes handicapées. Dans ce domaine, la collaboration avec la Région Ile-de-France est essentielle et d'ailleurs, prochainement, un nouveau dispositif permettra aux personnes handicapées de disposer d'un service de transport pour la somme de 6 euros par déplacement au lieu d'un coût réel de 24 euros. La différence étant prise en charge conjointement par la Région et le Département.

» Réussite scolaire



Un nouveau collège est en construction à Montreuil, c'est important. Mais, compte tenu des retards accumulés et de l'état du collège Marcelin-Berthelot, il est grand temps que ce dernier soit modernisé et rénové. Il doit, le plus rapidement possible, pouvoir répondre aux nouveaux besoins des enseignants et des collégiens. Notamment en ce qui concerne l'apprentissage des sciences et l'utilisation des nouvelles technologies. Le bon niveau d'enseignement et la réussite scolaire passent aussi par là.

» Lignes de vie



La qualité de vie d'une ville passe par la capacité de ses habitants à s'y sentir bien pleinement. Les transports publics sont au cœur de ce réseau de vie. A Montreuil, il reste beaucoup à faire pour la qualité et la fréquence des liaisons entre nos trois cantons. Alors qu'ils délimitent de véritables quartiers, à cause de ce manque ils sont trop séparés et ont des vies trop éloignées. Montreuil a besoin de plus de lignes de vie.

» Vie culturelle



Si Montreuil est la première ville en nombre d'intermittents du spectacle Ile-de-France, malheureusement la politique culturelle locale, confuse dans ses actions qui mêlent Culture et Animations socioculturelles et qui dispersent les budgets, ne permet pas de bâtir des projets que le Conseil général et la Région pourraient aisément soutenir financièrement. Une meilleure coordination doit être engagée.